

ERREUR

MELANGES RELIGIEUX

MONTREAL 4 MAI 1849.

LE DEVOIR DES CANADIENS.

La presse tory de cette ville commence à comprendre que les actes d'abomination et de vandalisme, commis, la semaine dernière et cette semaine encore, par les soi-disants loyaux, révoltent toutes les âmes honnêtes, tous les hommes de bon sens et de cœur.

Mais Lord Elgin ne se laissera pas prendre à un piège aussi grossier. Il n'a pas agi constitutionnellement jusqu'à présent, pour aller faire un acte contraire au sens de la constitution, contraire aux principes même du gouvernement responsable.

En présence de cette activité des gens turbulents et ennemis de la constitution, on se demande ce qu'on a fait les libéraux. La réponse n'est pas difficile à faire. Il faut de l'union parmi nous. Nous ne parlons pas du courage, nous ne parlons pas de la confiance dans notre cause; nous avons tout cela. Mais, nous le répétons, il faut de l'union et une union constante.

Donc, confiance, courage, union, action prompte et énergique; voilà ce qu'il nous faut. Et si nous avions besoin de quelque chose pour nous encourager, regardons nos chefs politiques, voyons ce qu'ils souffrent pour nous, et puis disons si nous entendons demeurer oisifs!

PARLEMENT PROVINCIAL.

Mardi, 1er mai 1849.

Mardi, la chambre se met en séance vers les 11 heures, A. M. L'hon. V. Baldwin propose que les ordres du jour soient remis et que l'ajournement ait lieu de suite.

L'hon. M. Boulton désire adresser quelques remarques avant que la chambre s'ajourne; les événements journaliers sont d'une nature assez extraordinaire pour qu'on puisse s'en occuper en chambre et qu'on le doive même. D'après ce qui vient de se passer, ce n'est pas raisonnablement croire que la chambre sera encore molestée et qu'elle n'est pas dans une position à pouvoir délibérer avec indépendance d'opinion? Non, il est impossible de continuer à légiférer ici, quand la populace, la plus vile canaille qu'on puisse trouver au monde intervient avec des pierres et des bâtons pour modifier les opinions de la législature.

M. Boulton trouve ensuite que ce qui contribue le plus à rendre notre position fautive, c'est le mélange de

deux races qui ne sympathisent pas ensemble, qui diffèrent de mœurs, de religion et d'intérêts. Il prétend que le seul remède à cela est le rappel de l'Union des Canadas ou plutôt une nouvelle ligne de démarcation, qui comprendrait le Haut du Bas-Canada dans la province supérieure!

L'hon. M. Cameron est étonné de la proposition que l'hon. membre pour Norfolk vient de faire, surtout dans un temps comme celui-ci, et à propos d'une motion de remettre les ordres du jour à une autre séance. Sans doute que cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de bon sens dans les remarques qu'il vient d'entendre; au contraire, il en a beaucoup remarqué, mais il y aura d'autres circonstances plus opportunes.

Cet avis est donc faux; la majorité des Anglo-Saxons est disposée à gouverner de concert avec les autres origines qui composent la population de la province. Est-ce que sur la mesure même au sujet de laquelle on fait tant de bruit et de troubles, nous n'avons pas la majorité des Anglo-Saxons en notre faveur? Personne ne peut nier ce fait et personne n'oserait dire que les Anglo-Saxons sont tous aussi intraitables et dépourvus de raison que l'est la canaille tory de Montréal.

M. Papineau commence par une tirade contre le gouvernement responsable et l'insulte en termes les plus forts la conduite du ministère. Suivant lui, les ministres sont responsables, par leur insouciance, de tous les dégâts commis dans cette ville depuis quelques jours; ils prétendent qu'ils auraient pu prévenir les insultes faites au gouverneur s'ils avaient eu moins d'apathie et plus de soins pour le maintien de la paix publique.

L'hon. M. Price dit que les attaques qu'il vient d'entendre contre le ministère sont faites dans un temps qu'il considère comme très-peu convenable. Il serait bien prêt à défendre le gouvernement, et à le défendre dans tous ses actes, s'il croyait qu'il en fût temps.

Les attaques ne sont jamais un remède au trouble et au désordre, pas plus qu'un nouveau désastre n'en prévient un autre. Il faut remettre à un autre jour la discussion de la dissolution de l'union. On sait d'avance que la majorité de la chambre y est opposée. Qu'on fasse des démonstrations paisibles, des représentations, des adresses à Sa Majesté, qu'on demande la dissolution du parlement, du ministère colonial, etc.

M. Cayley, avec un ton de violence plus qu'ordinaire chez lui, répond à M. Price, prétendant que le ministère a perdu toute la confiance du peuple par son entêtement à gouverner sans égard aux opinions de la minorité. Comme preuve de cela, il cite les petits différends survenus entre les ministres et quelques-uns de leurs partisans et même entre eux.

M. Cayley, avec un ton de violence plus qu'ordinaire chez lui, répond à M. Price, prétendant que le ministère a perdu toute la confiance du peuple par son entêtement à gouverner sans égard aux opinions de la minorité. Comme preuve de cela, il cite les petits différends survenus entre les ministres et quelques-uns de leurs partisans et même entre eux.

M. Cameron n'a jamais manqué de confiance dans les militaires; au contraire, il a confiance dans tout ce qui est vraiment britannique, et il sait que les soldats le sont; mais il a dit que 500 Canadiens suffiraient pour mettre en déroute la canaille qui maraudait dans les rues.

M. Drummond dit que, dans un temps comme celui-ci, il serait du devoir de tout citoyen d'aider le gouvernement pour le rétablissement de l'ordre. Et c'est tout le contraire: l'hon. membre pour St. Maurice choisit précisément ce temps pour redoubler d'ardeur et d'acharnement dans son opposition. C'est bien là l'acte particulier qui le caractérise; plus il y a d'embarras, plus il veut en faire, et d'ailleurs il a toujours été ennemi de tous les gouvernements monarchiques, et rien ne lui ferait tant de plaisir que de voir le Canada perdu pour l'Angleterre.

M. Sherwood de Toronto assure n'avoir jamais rien dit ni fait dans cette chambre et au dehors pour susciter des désordres et que pas un autre ne l'a fait non plus. C'est une fausseté que de l'insinuer. Les membres de l'opposition ont fait leur devoir en s'opposant de toute leur force aux mesures injustes du ministère, mais ils ne sont pas responsables des faits et gestes de la populace indignée de Montréal.

M. Chauveau dit que dans un moment comme le présent, il faut de l'union et de la bonne entente: si les tories eussent été au pouvoir, il leur aurait donné son appui, comme il le donne au ministère actuel, pour maintenir la paix. On ne pourra pas dire que lui [Chauveau] rampe devant le ministère; sa conduite parlementaire est là pour répondre. Il ne peut que regretter grandement les attaques faites par M. Papineau contre l'administration, elles sont pour le moins injustes.

M. Papineau commence par une tirade contre le gouvernement responsable et l'insulte en termes les plus forts la conduite du ministère. Suivant lui, les ministres sont responsables, par leur insouciance, de tous les dégâts commis dans cette ville depuis quelques jours; ils prétendent qu'ils auraient pu prévenir les insultes faites au gouverneur s'ils avaient eu moins d'apathie et plus de soins pour le maintien de la paix publique.

Sir Allan MacNab admire la conduite de M. Papineau qui était un exemple pour les autres membres de la chambre! (Après avoir fait un long retour sur les affaires de 37 et 38, avoir attaqué M. LaFontaine, et défendu M. Papineau) Sir Allan dit que lui ni ses amis n'étaient responsables des troubles récents, mais que c'était le ministère. (L'hon. membre génoise fort et regarda ses amis, qui rient et applaudissent des mains, des riots et du goster). Les libéraux agissent envers lui d'une manière injuste. (Il fait alors des commentaires sur l'adresse présentée au gouverneur par la chambre.) Si les ministres avaient été aussi libéraux et pourvus par les rues, il n'y aurait pas eu de mal, ça ne lui aurait pas fait de peine; mais il regrette beaucoup la perte de la bibliothèque! Il serait bien content de voir rappeler l'Union; il n'en avait jamais vu les avantages, à son avis la brèche entre le Haut et le Bas-Canada augmentait tous les jours.

L'hon. M. Merritt dit que le ministère écoutait tranquillement toutes les attaques contre le gouvernement jusqu'au jour où il s'est senti temps de se justifier. Il croyait que les ministres seuls auraient dû être insultés et jamais S. E. le Gouverneur-Général représentant de la Souveraine; que les ministres étaient et seraient responsables de leurs actes. Il entendait pas advenir dire que les ministres ne représentaient pas les vœux du peuple et qu'il leur fallait résigner. Mais pour sa part, il dirait aux honorables membres qu'ils avaient déjà tenté de le faire, et qu'ils n'y avaient pas réussi (rires). Il ne croyait pas qu'ils fussent plus Populaire que jamais aujourd'hui qu' alors. Mais il savait qu'ils distaient au ministère de résigner, parcequ'une bande de brigands faisaient des émeutes, incendiaient les propriétés et passaient des résolutions. Or ces gens-là n'avaient pas de biens ni de votes. Et pourtant on prétendait que pour cela le gouverneur-général devait être sacrifié, pendant qu'il agissait constitutionnellement. Il devait dire que le ministère ne tomberait jamais devant ces misérables, mais seulement devant le peuple du pays. — Si le gouvernement était rappelé et le bill déposé, lui (Merritt) résignerait de suite, parce qu'il n'aurait pas de confiance dans notre gouvernement constitutionnel; mais il était certain que l'Angleterre n'en agirait pas ainsi. Il avait été de des dans les membres, manifeste l'idée qu'il y aurait du grand trouble dans le Haut Canada; mais il était persuadé que le peuple y avait plus de bon sens, et comprendrait toute la portée de l'acte qui était commis contre le parlement et contre le représentant de